

**Indonésie - Relations bilatérales -
Lutte contre le terrorisme - Union
européenne - Intervention de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international,
devant le think tank indonésien
Foreign Policy Community of
Indonesia**

(Jakarta, 28 février 2017)

(en français et en anglais)

«La France et l'Union européenne, partenaires de l'Asie du Sud-est»

Je voudrais remercier le président du Foreign Policy Community of Indonesia, et saluer Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs qui nous font l'honneur d'assister à cette conférence.

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

C'est un plaisir d'être aujourd'hui avec vous. C'est ma première visite à Jakarta car comme Premier ministre j'étais déjà venu en visite en Indonésie mais à Bali. Je suis heureux de pouvoir m'exprimer devant vous, sur le thème des relations de la France et de l'Europe avec l'Asie du Sud-est, mais aussi sur celui de l'état du monde en ce début du 21^e siècle.

Il faut que l'on soit conscient que le monde n'a jamais été exempt de menaces, de conflits ou d'incertitudes. Toutefois, la période que nous traversons en ce début de siècle se caractérise par l'incertitude et la menace qui pèsent sur nos sociétés et sur notre avenir.

En Europe, le soulagement qui a accompagné la fin de la Guerre froide est un lointain souvenir. La Guerre froide a laissé place à un fossé entre la Russie et ses voisins. De nouvelles menaces sont apparues. Celle du terrorisme - sans précédent - qui se nourrit des conflits au Moyen-Orient et de grands défis qui sont devant nous, comme celui du dérèglement climatique et de la dégradation de l'environnement, qui engendrent misère et destruction et jettent les ferments de conflits à venir pour l'accès à l'alimentation, à l'eau ou aux ressources naturelles.

De nouveaux conflits régionaux provoquent de nombreuses victimes, des violations massives des droits de l'Homme et des mouvements de population, en Afrique et au Moyen-Orient notamment.

Et les conséquences de la mondialisation qui alimentent la montée du populisme et la tentation nationaliste du repli sur soi, en Europe, aux États-Unis et au-delà.

Voilà la réalité, pas très joyeuse, de notre début de siècle mais c'est une réalité que nous ne pouvons pas évacuer.

Face à ces crises et ces peurs, certains sont tentés par la fermeture des frontières, la construction de murs ou le repli sur des intérêts nationaux étroits. Ils envisagent de tourner le dos à l'ambition d'une mondialisation régulée, fondée sur l'égalité des Nations et sur un dialogue constructif dans le cadre multilatéral, en particulier celui des Nations unies. Ils sont tentés par le retour à la seule logique des rapports de force où la puissance permet d'imposer sa volonté aux États tiers et où les relations internationales sont un jeu à somme nulle.

Cette conception des relations internationales a déjà existé dans l'Histoire et cela a engendré de nombreux conflits.

La France, elle, fait le choix de continuer à agir avec ses partenaires, pour que l'édifice multilatéral que nous avons construit patiemment depuis le siècle dernier, nous permette de construire durablement une gouvernance mondiale adaptée aux défis de notre temps. En effet face aux défis de notre temps, on peut penser que la conception multilatérale du monde ne marche plus et que l'on est tenté de revenir en arrière. Mais, c'est à ce moment-là qu'il faut approfondir les questions et les réponses.

En Europe, il y a 60 ans, les pays fondateurs de l'Union européenne s'engageaient dans une construction inédite d'intégration. Ce sont les pays qui se sont fait la guerre - la France et l'Allemagne notamment - qui ont décidé, dès 1950, de se réconcilier et de bâtir autre chose en Europe.

Cette question d'un monde régulé s'est posé aussi dans d'autres parties du monde. Non loin d'ici, à Bandung, au milieu de la même décennie, un combat pour des valeurs et l'égalité des peuples justifiait le lancement du mouvement des non-alignés.

Cette approche est possible. Elle nécessite beaucoup de volonté, une conscience aigüe que l'héritage que nous avons reçu de ceux qui ont permis l'adoption de la Déclaration internationale des droits de l'Homme en 1948, nous oblige sur les plans politique et moral. Nous sommes les héritiers et nous avons en partage cette construction politique. Cette déclaration s'est beaucoup inspirée de la Révolution française de 1789 et c'est une conception qui s'impose à nous depuis. Certains seraient tentés d'oublier.

Elle exige aussi une capacité à imaginer de nouvelles formes de coopération internationale impliquant le monde économique et la société civile, dont les négociations ayant abouti à l'Accord de Paris sur le climat nous offrent un exemple. Cet accord est une avancée majeure car il a impliqué non seulement les États mais aussi les sociétés civiles. C'est une nouvelle approche pour réguler le monde.

Dans ce monde instable et incertain, nous devons faire en sorte que les relations de la France et de l'Europe avec l'Asie du Sud-est soient porteuses d'espoir. L'espoir d'un renforcement des échanges économiques entre deux régions qui comptent ensemble plus d'un milliard d'habitants : l'Union européenne, première puissance commerciale au monde, et l'Asie du Sud-est, nouvelle puissance économique en croissance rapide. L'Indonésie, économie émergente majeure, membre du G20 - et j'ai rencontré mon homologue indonésienne au G20 à Bonn - est au cœur de ces enjeux qui rapprochent l'Europe et l'Asie du Sud-est. Son PIB est de 40% du PIB total de l'ASEAN. Elle est aussi une grande démocratie et le premier pays musulman au monde par son nombre de fidèles. Son rôle est crucial ce qui explique aussi le sens de ma visite qui n'est pas seulement bilatérale mais prend en compte le rôle que l'Indonésie peut jouer dans cette région. Et c'est la raison pour laquelle le président de la République va venir ici à la fin du mois de mars.

S'agissant de l'avenir de l'Europe, certains s'interrogent sur l'impact de la décision britannique de sortir de l'Union européenne, en particulier l'impact sur nos relations avec l'Asie du Sud-est. Ce choix du peuple britannique, nous le regrettons, tout en le respectant. Il nous appartient désormais d'organiser sereinement la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et c'est la première fois dans l'histoire de l'Union européenne que cette situation se produit. L'Europe, si elle en a la volonté, pourra mettre à profit ce moment particulier de sa construction pour se renforcer, gagner en cohésion et retrouver toute sa dynamique. C'est ce que souhaite la France, c'est ce que souhaite l'Allemagne et tous les pays qui sont à l'origine de la construction européenne et d'autres qui nous ont rejoint après la chute du mur de Berlin. C'est une construction qui n'efface pas les nations qui vont continuer d'exister avec leur histoire, culture et identité mais qui leur donne plus de force et de perspective dans cette nouvelle donne mondiale.

Le 60e anniversaire du traité de Rome - Traité fondateur de la construction européenne - le 25 mars prochain, sera, je le souhaite, l'occasion de donner cette impulsion, grâce à des projets concrets dans les domaines de la défense, de la croissance et de l'avenir de la jeunesse, mais surtout grâce à l'affirmation d'une vision du monde qui est si nécessaire face aux défis que nous affrontons. Il est important que ce message soit entendu par les peuples européens mais aussi par la communauté internationale.

Pour l'Asie du Sud-est, l'Union européenne doit rester donc un partenaire engagé et ambitieux, tourné vers l'avenir et tourné vers le monde. Alors que monte la tentation du protectionnisme, l'Europe et l'Asie du Sud-est ont un intérêt commun à préserver les bénéfices de l'intégration économique et du commerce comme moteur de la croissance de nos pays, un commerce qui, pour être équilibré et réciproque, a besoin d'un cadre et de régulation. L'ASEAN prend ses responsabilités. En créant sa «Communauté économique» - et dans mes déplacements dans cette région on m'a souvent parlé de l'Union européenne comme d'une référence - elle a franchi une étape importante vers un renforcement de l'intégration économique, financière et réglementaire entre ses membres. Cette décision renforcera l'attractivité de votre région et l'avancement de vos échanges avec l'Union européenne.

À cet égard, les projets d'accords de libre-échange entre l'UE et plusieurs pays de l'ASEAN offrent de nouvelles perspectives. La France - je l'ai dit au président indonésien - soutient ces négociations depuis leur origine. Elle appuie bien sûr les négociations engagées avec l'Indonésie à l'automne dernier. Des discussions sont également en cours avec la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande et un texte a déjà été agréé avec Singapour et le Vietnam. Un accord de protection des investissements est engagé avec la Birmanie.

Je le répète avec force, le libre-échange n'est pas une malédiction, mais une chance pour la croissance et le développement. À condition qu'il repose sur une répartition équilibrée de ses bénéfices, y compris à l'intérieur de nos propres sociétés, et qu'il soit fondé sur la réciprocité, l'équité, la justice et le respect des règles notamment sur les plans social et environnemental. Ce sera considéré comme un progrès. Je ne suis pas pour des traités de libre-échange anarchiques mais pour des traités avec des règles et des valeurs. C'est la position de la France.

Avec l'Asie du Sud-est, mon pays a des échanges très dynamiques. Ils représentent près de 30 milliards d'euros chaque année. Les exportations françaises vers l'ASEAN sont d'un niveau comparable aux exportations françaises vers la Chine. L'ASEAN est ainsi le deuxième client de la France en Asie et son quatrième client dans le monde hors UE. 1500 entreprises françaises sont implantées en Asie du Sud-est. Les flux touristiques sont en pleine expansion : la France, qui est la première destination mondiale, a accueilli l'an dernier 600.000 visiteurs d'Asie du Sud-est. Elle est évidemment prête à en recevoir davantage.

En matière de commerce, comme dans le domaine du tourisme, il est possible de mieux faire. De nombreux secteurs offrent des opportunités, comme l'agro-alimentaire, la santé ou encore la ville durable. Parmi les 170 entreprises françaises installées en Indonésie, beaucoup sont déjà acteurs dans ces domaines. Elles sont également très présentes dans l'aéronautique, avec des coopérations historiques entre Airbus et les industriels indonésiens. Les échanges commerciaux entre la France et l'Indonésie ont atteint 3,9 milliards d'euros en 2016, en hausse de 12% par rapport à 2015. C'est un bon résultat, mais nous pouvons faire preuve d'ambition.

C'est le cas pour les investissements de l'ASEAN dans mon pays. Ils sont encore modestes. Les réformes accomplies ces dernières années permettront à nos entreprises de tirer profit d'une économie centrée sur l'innovation.

L'Agence française de développement est présente depuis 2007 en Indonésie. Son encours de 1,5 milliard d'euros place la France au rang de 3e bailleur bilatéral de l'Indonésie. Ainsi, mon pays participe au formidable développement économique de l'archipel, y compris dans la préservation de son environnement, des projets en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique, de la préservation de la biodiversité, du développement urbain, de la transition énergétique ou encore de la bonne gestion des finances publiques. Ils sont aussi la traduction de l'engagement que nous avons pris, dans le cadre de l'Accord de Paris pour la lutte contre le changement climatique, à accompagner nos efforts pour faire face aux défis environnementaux auxquels vous êtes confrontés.

Les échanges humains entre nos pays contribuent aussi au progrès de nos sociétés et à notre

compréhension mutuelle. Plus d'un millier de scientifiques et d'experts français sont venus en Indonésie dans le cadre de projets franco-indonésiens, dans la recherche maritime, la santé ou l'environnement. Plus de 3.000 étudiants indonésiens ont fait le choix, depuis 2011, de poursuivre leur formation supérieure en France. Leur nombre augmente chaque année. Ils sont actuellement un millier, soit 40% de plus qu'en 2011. Notre marge de progression est encore grande. À nous de faire davantage pour que les étudiants indonésiens choisissent la destination France, en cohérence avec la tradition d'ouverture qui nous est chère et qui fait de la France le troisième pays dans le monde pour l'accueil d'étudiants étrangers. Au total, les étudiants d'Asie du Sud-est sont aujourd'hui un peu plus de 10.000 en France, mais ils pourraient être plus nombreux, notamment parmi les 400.000 élèves et étudiants apprenant aujourd'hui le français dans l'ASEAN.

J'en viens à notre dialogue politique avec l'Asie du Sud-est et à nos efforts conjoints pour promouvoir la paix et de la sécurité internationales. La France a des responsabilités particulières en tant que membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies. Nous nous réjouissons, à cet égard, de l'importante contribution de l'Indonésie aux opérations de maintien de la paix des Nations unies avec près de 3.000 casques bleus déployés. Nous saluons également le rôle de l'Indonésie en faveur de la paix et de la sécurité au sein de l'ASEAN.

L'Asie du Sud-Est sait qu'elle peut, de longue date, compter sur la France, pour sa stabilité. La France a été, en 2007, la première parmi les Européens à adhérer au Traité d'amitié et de coopération. L'Union européenne a également une expérience à partager avec l'Asie du Sud-est en matière de paix et de sécurité. C'est pourquoi elle ambitionne de participer au Sommet de l'Asie de l'Est.

Le terrorisme a frappé au cours des derniers mois, en France comme en Indonésie. C'est un défi qui nous concerne tous. Même si Daech recule au Moyen-Orient, grâce à l'action de la coalition internationale, l'organisation terroriste se propage, y compris sur votre continent. Nous devons continuer à lutter ensemble contre la radicalisation et contre tous les trafics, financiers notamment, qui alimentent les groupes terroristes.

En matière de sécurité, la liberté de navigation en mer de Chine méridionale est un enjeu important pour la paix et pour la prospérité, car il s'agit d'une voie maritime de premier ordre, y compris entre l'Europe et l'Asie. La France comme l'Union européenne sont particulièrement attachées au règlement pacifique des différends, au respect du droit international et des espaces de liberté que constituent les eaux internationales. La marine française navigue régulièrement en mer de Chine et continuera à le faire, comme dans toutes les régions du monde. Avec l'Union européenne, elle apportera son soutien à la négociation et aux mesures de confiance.

Les dangers de la radicalisation m'incitent, enfin, à évoquer la question de l'islam dans nos sociétés. C'est un enjeu sur lequel nous souhaitons dialoguer avec l'Asie du Sud-est et en particulier avec l'Indonésie.

La France considère l'islam avec respect et estime. L'islam est devenu, par le jeu de migrations et d'échanges entre les peuples, la deuxième religion en France, avec un nombre de fidèles que l'on estime autour de 5 millions, sur 67 millions d'habitants. L'islam et les fidèles musulmans ont toute leur place dans la société française aux côtés de tous nos concitoyens qui jouissent de

la liberté de croire ou de ne pas croire. C'est le sens du principe de laïcité. L'État est neutre mais respecte toutes les religions et permet leur libre exercice.

L'islam fait face, aujourd'hui, au défi de la radicalisation religieuse et du terrorisme. De l'Asie à l'Europe, de l'Indonésie au Moyen-Orient et jusqu'en France, cette religion est instrumentalisée à des fins politiques. Son message de paix est dévoyé. Des individus fanatisés commettent les crimes les plus atroces en son nom. Or, il n'y a strictement rien de commun entre l'islam que pratiquent la plupart des musulmans et les actes terroristes commis par des individus isolés en son nom.

La France considère que le terrorisme n'a pas plus de religion que de nationalité. C'est précisément pourquoi il est inapproprié de considérer que tous les ressortissants d'un même pays puissent constituer une menace. C'est ce qu'on appelle la discrimination en fonction de la nationalité. De telles politiques ne peuvent que rendre plus difficile les efforts de la communauté internationale pour combattre l'extrémisme religieux et dépasser les divisions que les terroristes tentent en fait d'établir au sein de nos sociétés. C'est en quelque sorte commencer à leur donner raison.

Dans la lutte contre le terrorisme, la meilleure solution est donc de rester nous-mêmes, fidèles à nos valeurs, respectueux de notre État de droit. C'est la façon la plus sûre de refuser tout discours de la haine, toute discrimination à l'égard de quiconque. Et c'est l'attitude que la France s'applique à elle-même, en excluant les amalgames, en permettant à tous ses concitoyens de pratiquer la religion de leur choix et en protégeant les lieux de culte.

Parce que cette menace est globale, la lutte contre le terrorisme exige aussi un surcroît de coopération internationale, entre gouvernements, entre services de renseignement, entre polices et justices. Cette coopération, nous souhaitons la développer avec tous les pays, et aussi avec l'Indonésie.

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Dans quelques jours, François Hollande, le Président de la République, portera le message de l'attachement de la France à sa relation avec l'Asie du Sud-est au plus haut niveau, à la faveur de sa visite en Indonésie, à Singapour et en Malaisie.

L'Union européenne voit dans l'ASEAN l'organisation qui, dans le monde, est sans doute la plus proche de l'esprit qui anime son propre processus d'intégration régionale. L'UE et l'ASEAN sont soeurs, elles ont une vision du monde qui se rapproche. Comme des membres d'une même famille, elles se doivent un soutien mutuel, coopérer et partager leur vision du monde. La France continuera à jouer un rôle moteur dans cette relation, au sein de l'Union européenne qui continue sa course en se réformant et en renforçant son unité.

Je crois qu'aujourd'hui nous avons besoin d'un monde organisé. Le protectionnisme et l'isolationnisme sont de retour et le nationalisme aussi. Ce qui fonctionne - même si cela doit être encore amélioré - doit être préservé. C'est par ce biais que nous pouvons développer un

haut niveau de civilisation basé sur le droit, sur les valeurs, sur les droits de l'Homme, sur le progrès, sur le standard le plus élevé dans les secteurs environnementaux, sociaux et culturels et qui acceptent la diversité culturelle ; un niveau qui ne renonce jamais à un monde organisé et régulé. Nous avons trop souffert dans le passé pour prendre le risque de revenir en arrière. Préparer l'avenir, c'est regarder le monde tel qu'il est et avoir le courage de relever tous les défis qui sont devant nous même s'ils peuvent engendrer une certaine peur comme dans les domaines de l'environnement ou de la révolution numérique secteur qui peut créer de la richesse mais aussi détruire de l'emploi. Un monde numérique qui peut présenter des menaces, d'où une nécessaire organisation dans la cybersécurité.

Ce n'est pas en nous repliant sur nous-mêmes et en se laissant tenter par le nationalisme que nous pourrions gagner et présenter un avenir qui donne envie aux jeunes générations. C'est le message d'espoir et de confiance que je voulais vous apporter. C'est un message qui nécessite l'engagement de tous non seulement des gouvernants et des forces politiques et démocratiques mais aussi des citoyennes et citoyens.

Je vous remercie.

Q - I have two questions to ask you, Mr. Minister. The first one is on globalization, a very interesting point that you made, and I noticed here that Western nations and non-Western countries are switching places. Two decades ago Western nations were very confident about globalization and non-Western nations were a bit nervous and suspicious about globalization. But now it's the opposite, some in Western nations are suspicious or resentful about globalization, and non-western nations have become more confident, including those in Indonesia and we certainly see this in India, China and Korea and other places.

So my first question to you, Foreign Minister, is: in France and in Europe, what would need to happen so that the young people and the public be more accepting and more confident again towards globalization? What needs to happen and what do they need to see before they can reclaim ownership of globalization?

And the second question is about Russia and the gap between Russia and Europe. As we know, we see a very strong push by the US and President Trump to reform relations with Russia. My question is: is this good for Europe and is this going to lead to closer relations between Europe and Russia?

R - C'est beaucoup de questions finalement. La mondialisation n'existe pas qu'aujourd'hui, elle a toujours existé dans l'histoire. C'est l'histoire des échanges. Mais c'est vrai que l'économie aujourd'hui s'est totalement transformée. Ceux qui pensent que l'on pourrait retourner aux frontières sans conséquences économiques et sociales mentent. Parce que si vous prenez la construction d'une voiture, il y a les éléments qui ne sont pas tous construits dans le même pays. Si les États-Unis, si M. Trump dit «on construit tout aux États-Unis», comment font-ils ? Dans la construction d'une voiture de marque américaine il y a des éléments qui viennent de France ou d'Asie.

Nous avons des modèles économiques qui ont été profondément transformés. Et en même

temps, il faut éviter que si les échanges se fassent sans règles, sans droit, sans règles environnementales ni règles sociales et sans normes.

Prenons l'exemple des échanges de produits agricoles. L'Union européenne vient de négocier un traité avec le Canada. Il y avait beaucoup de craintes pour les échanges agricoles dans les deux sens : l'Europe va pouvoir vendre beaucoup de fromages au Canada, et le Canada aura le droit de vendre - jusqu'à une certaine limite - de la viande de boeuf. En Europe, les critiques portaient sur le fait que dans l'Union européenne il y a des normes de qualité sur la viande et que nous ne voulions pas de boeuf aux hormones.

Évidemment, nous avons négocié des règles très strictes de contrôle. Si on laisse rentrer n'importe quoi, toutes les avancées que nous avons faites en Europe sur la qualité et la sécurité alimentaire - qui sont des questions fondamentales - seront remises en cause. Il faut les standards de contrôles les plus élevés.

Nous sommes pour des échanges mais pas à n'importe quel coût. Et il faut que ce monde soit maîtrisé, qu'il soit organisé. Alors il y a des peurs, des angoisses et des craintes, et la tentation est de fermer nos frontières. Et ce message politique existe partout. Il existe d'abord en Europe - c'est pour cela que j'en ai parlé et que j'en suis préoccupé - car il y a des gens qui n'aiment pas l'Union européenne. Ce rejet de l'UE est aussi vrai à l'extérieur et M. Trump a dit à la presse européenne - je peux le citer, je ne fais pas preuve d'une obsession personnelle à l'égard de M. Trump car les Américains l'ont élu comme président - que «le Brexit c'est très bien, qu'il l'avait prévu et qu'il y aura d'autres pays qui partiront de l'UE». C'est une attaque directe contre l'Union européenne. Cela ne nous plaît pas et on ne va pas se laisser faire. On va démontrer que l'Union européenne est un avenir pour les peuples, parce qu'un nouveau retrait d'un pays serait une régression terrible.

J'ai évoqué l'histoire, car si le XIXe siècle a été aussi un siècle de guerre, le XXe siècle a été pire encore. Il y a eu la Première Guerre mondiale qui était issue de toutes les conceptions du monde de l'époque et il y a eu la Seconde Guerre mondiale, et malgré toutes les tentatives pour essayer que cela ne recommence pas entre les deux guerres, elle a recommencé. Et cette deuxième guerre mondiale a fait encore plus de morts que la première - au moins 60 millions de morts - et en 1945 - c'est la fin de cette seconde guerre mondiale -, l'Asie a été également fortement touchée.

Entre les ennemis héréditaires, qui étaient les Français et les Allemands, il y avait beaucoup de haine, de ressentiments, d'hostilité et de préjugés. On le retrouve dans la littérature et dans les chansons populaires. Et, en 1950, c'est la France qui prend l'initiative de dire que l'on ne peut pas continuer comme cela et qu'il faut que l'on s'organise pour sortir de la guerre et reconstruire les pays. La France tend la main à l'Allemagne et on construit un tout début de communauté européenne à six pays seulement. C'était le début et c'était encore la guerre froide. L'Europe était divisée. À six pays, nous avons construit la communauté européenne dans les secteurs du charbon et de l'acier, de l'énergie et l'industrie.

L'acier, c'est important car c'est avec l'acier que l'on fait les armes : c'est tout un symbole. Mais l'Allemagne a saisi la main tendue et elle tourne la page du nazisme en se tournant vers la démocratie. Elle va être intégrée dans la communauté internationale comme nation qui a tiré

leçon de son histoire et qui a, à nouveau, joué son rôle. Ainsi est née la construction de l'Europe, c'est fondamental.

Si on oublie l'histoire, on se trompe. Alors aujourd'hui, le danger c'est qu'on oublie l'histoire. J'étais à la conférence de Munich sur la sécurité, et j'ai entendu bien le discours du vice-président américain, Mike Pence, qui a essayé de rassurer les européens mais sans vraiment y réussir. On ne sait pas ce que va être la politique américaine. Est-ce que c'est le retour à l'isolationnisme ou à autre chose ? Je ne sais pas, mais la dénonciation des traités de libre-échange avec l'Asie augure, peut-être, une autre conception du monde, en fonction des pays et des rapports de force. Et - c'est inquiétant - à la conférence de Munich, j'ai aussi entendu le ministre des affaires étrangères russe, qui a dit que les Russes étaient pour un nouvel ordre international «post-occidental». Sur ce point, il faut discuter, réfléchir et essayer de comprendre. Est-ce que cet ordre «post-occidental» veut dire que les relations internationales, telles que nous les avons conçues - et que j'ai rappelées dans mon intervention il y a quelques instants - et qui sont basées sur le droit et des valeurs dont la déclaration des droits de l'Homme de 1948, sont des valeurs occidentales ou des valeurs universelles ?

Il est dangereux de dire que, si ce sont des valeurs occidentales, cela veut dire que l'on remet en cause la déclaration des droits de l'Homme comme référence. Alors je vous pose la question : croyez-vous toujours que la déclaration universelle des droits de l'Homme - et tous ses articles - est un progrès pour l'humanité tout entière ou, au contraire, une conception uniquement d'intérêt occidental ?

Dans ce cas-là, cela serait grave. C'est pour cela que je crois qu'il faut poser la question à ce niveau. Alors après avoir réglé cette question, pour moi il n'y a pas de doute : partout dans le monde, quand les gens manifestent, se mettent en grève, quand il y a des régimes autoritaires ou qu'ils se battent pour la liberté, ils font référence à ce texte. Je crois qu'il faut garder la référence à cette histoire, même si elle est imparfaite. Bien sûr, elle n'a pas toujours permis de réussir des progrès et a été incapable d'enrayer des conflits. Ainsi, il y a eu pendant des années l'exploitation coloniale.

Mais se référer à la déclaration des droits de l'Homme permet-il à l'humanité de faire des progrès et de concevoir l'organisation du monde ? La France pense que oui. La France a une conception du monde qui doit être multilatérale et j'ai pu en discuter avec ma collègue des affaires étrangères ici en Indonésie. Cette dernière s'est demandée - comme beaucoup de mes interlocuteurs, à chaque fois que je me déplace dans cette période incertaine -, «à quoi allons-nous nous raccrocher ? À quoi allons-nous faire référence ?» Et j'y ai vu une convergence de vues.

Avoir cette conception d'un monde multilatéral permet alors de s'engager. Certes le monde basé sur cette référence n'est pas parfait car il y a toujours des inégalités et des injustices et c'est cela qu'il faut faire reculer. Le faire dans un monde qui s'organise et qui se régule, et non pas en faisant croire au peuple que tout va se régler en se réfugiant derrière des murs et des frontières, c'est le vrai débat.

(...) Sur la Russie, je vous ai répondu. Il faut que la Russie réintègre - et c'est un dialogue qu'il faut avoir avec elle - cette conception multilatérale. Alors il y a une ambiguïté : j'ai fait une

référence à un discours de Serguei Lavrov sur la conception internationale avec ce nouvel ordre international post-occidental, mais pour le reste, la Russie est aussi membre permanent du conseil de sécurité comme nous. Je crois qu'il faut poursuivre le dialogue avec tous, même avec ceux avec lesquels nous sommes parfois éloignés et en désaccord. C'est important de se parler et de continuer à défendre ses convictions. Rien ne serait pire de dire que nous ne discutons avec tel ou tel pays en raison de ses convictions. Ce serait une erreur, il n'est pas question de le faire.

Q - Bonjour Monsieur le Ministre, bienvenue à Jakarta, je voudrais vous poser une question, va-t-on vers un nouveau leadership UE-ASEAN, en cette ère protectionniste ?

R - Un leadership nouveau et un dialogue intense et intensifié est nécessaire. Il est très important de multiplier les échanges. Bien sûr, il y a le grand pays qu'est la Chine, avec lequel il faut aussi parler - ce que fait la France et l'UE - de toutes les questions, y compris sur les questions de droit et de la conception du monde. C'est utile. J'ai vu mon homologue M. Wang Yi, à Munich à la conférence sur la sécurité et nous avons eu un entretien bilatéral et il m'a dit que la Chine était attachée à l'existence de ce pôle stable qu'était l'UE, et souhaitait qu'elle se renforce davantage. J'y ai vu un signe positif. J'en ai vu d'autres qui n'aiment pas l'UE, à l'extérieur comme à l'intérieur, mais là j'ai vu un message positif. À partir de là, il faut construire. Et les pays qui ont des convergences de vues - je pense à la France et à l'Indonésie - ne doivent pas se parler une fois de temps en temps, mais doivent le faire beaucoup plus régulièrement, pour justement échanger sur la conception du monde et les solutions pour le faire mieux fonctionner et ainsi redonner des espoirs aussi aux peuples. Car, si on ne donne pas de perspectives aux peuples, alors ils sont tentés, quand ils connaissent des difficultés et quand ils voient que leur situation sur le plan économique n'est pas bonne, par l'extrémisme sous toutes ses formes.

Je pense à un conflit qui existe depuis très longtemps, qui est le conflit du Proche-Orient, entre Israël et la Palestine. Il est très injuste que les Palestiniens n'aient pas encore d'État, même si l'engagement a été pris depuis longtemps. Aussi, l'Indonésie est aux côtés de la France pour toutes les initiatives qu'elle a prises pour remettre à l'agenda international la question de l'État palestinien aux côtés d'Israël, la question de deux États qui pourraient vivre en paix et en sécurité, et qui règlerait cette question de la frustration, du sentiment d'injustice qui dure depuis 70 ans.

Même si nous sommes éloignés géographiquement, nous avons la même approche. Et nous pouvons progresser sur ces sujets et faire avancer les grandes causes. Ce qui est utile et indispensable.

Q - Qu'entendez-vous par équité dans les relations d'affaires entre la France et l'Indonésie ? 50/50 des profits ? Car cela me rappelle la situation de Total E&P dans ma ville natale de Balikpapan à Kalimantan. Selon Total E&P, le partage des bénéfices était équitable, mais pour les communautés locales ce sentiment n'était pas partagé. Alors, qu'est-ce que vous entendez par équité ? Avez-vous une explication plus claire concernant le partage des parts économiques entre la France et l'Indonésie, afin que la population indonésienne comprenne mieux cette idée d'équité ?

R - Alors, avec l'équité ce qui compte à la fin c'est le résultat. Je prends un exemple de la réunion de ce matin. Nous avons mis en place, en la présence du ministre de l'énergie, un club d'entreprises françaises qui veulent faire des projets en Indonésie, en partenariat avec les entreprises indonésiennes et des centres de recherche indonésiens, pour permettre l'accès aux énergies renouvelables. Dans notre esprit - et c'est cela l'équité -, c'est de permettre à l'Indonésie, y compris sur tous ses territoires insulaires même ceux qui sont défavorisés par la géographie et qui ont des difficultés, d'accéder à l'énergie. L'énergie est vitale pour la vie des gens, pour le développement économique et pour mettre en place les services dans des secteurs comme l'éducation, la santé, etc.

En investissant - et si nos projets sont retenus parce que c'est toujours l'Indonésie qui choisira telle ou telle offre -, l'objectif est que cela serve aux Indonésiens. Si demain, certaines îles, qui sont nombreuses et qui n'ont pas accès à l'énergie, gagnent, et sans que ce soit pénalisant sur le plan financier, alors l'investissement qui aura été fait aura peut-être bénéficié aux entreprises françaises qui l'ont fait, et aura donné l'opportunité à l'Indonésie, à ses territoires les plus périphériques, de se développer de façon autonome. C'est ce que je veux dire par équité. Il ne s'agit pas de venir piller des ressources ; on n'est plus dans cette conception coloniale. Ce passé est derrière nous. Si on devait poursuivre la négociation de traité de libre-échange - et il y en a un en cours entre l'UE et l'Indonésie - c'est sur des bases de cette nature afin que chacun y trouve son compte. C'est cela l'équité. L'exemple que j'ai cité est très révélateur et fort en symboles. Nous devons travailler à obtenir un monde juste et équitable qui donne des perspectives et des capacités pour l'avenir ainsi que de l'autonomie. C'est un respect de l'indépendance et de la souveraineté.

(...)

Q - On dit que le XIXe siècle était le siècle de l'Europe, le XXe celui de l'Amérique, et le XXIe siècle celui de l'Asie. La plupart d'entre nous, ici, nous croyons aussi que le XXIe siècle sera celui de l'Asie. Mais vous en tant qu'Européen, est-ce que vous croyez que le XXIe siècle pourrait toujours être celui de l'Europe, et si vous le pensez, pourquoi ?

R - Oui, je le pense. Je pense que les Européens doivent être conscients de la chance qu'ils ont d'avoir surmonté les guerres et les conflits du XXe siècle. Il faut qu'ils soient conscients de la force que cela représente. L'UE, ce sont 510 millions d'habitants et la première puissance économique et commerciale du monde. Bien sûr le monde se rééquilibre. L'augmentation de la population se fait ailleurs, mais c'est une force qui nous a permis d'arriver à des niveaux de vie, culturel, d'éducation et de services sans équivalent au monde, ainsi qu'à un niveau environnemental sans équivalent au monde.

Nous avons beaucoup des progrès à faire. Nous avons, notamment, à relever le défi de l'éducation, de la formation pour que tous les jeunes aujourd'hui qui n'ont pas de travail aient une perspective. Et sur ce socle-là, nous pouvons - si nous voulons peser dans la nouvelle partie de l'histoire du monde, parce que nous pouvons jouer un rôle non pas de domination des autres mais de contribution pour civiliser la mondialisation - éviter l'affrontement des forces qui s'affrontent par le rapport de forces. C'est cela l'enjeu. Et est-ce que nous sommes seuls au monde à pouvoir défendre cela ? Bien évidemment non.

Des forces existent partout. Elles existent en Asie, j'en ai déjà parlé, mais l'Europe a la responsabilité de l'héritage de son histoire et des tragédies qu'elle a surmontées. L'Union européenne a une responsabilité, et lors de cet anniversaire du Traité de Rome - le 25 mars - il faut aussi qu'il y ait un message politique, un message d'espoir.

C'est un message pour lequel on ne renonce pas et qui n'est pas simplement pour lutter contre le terrorisme. On ne peut pas concevoir l'avenir du monde où l'on ferme les frontières à tout un pays, quelle que soit la situation des gens. Ce n'est pas la conception que nous avons, nous, de l'Europe, du monde. Bien sûr, il faut se protéger et il faut se défendre. Mais, en même temps, il faut porter un message qui soit universel, un message de civilisation et dans cette globalisation de notre économie notamment et avec la révolution technologique qui l'accélère, il faut civiliser et maîtriser le monde. C'est le rôle de la démocratie.

L'Europe a un héritage et cet héritage, il faut qu'elle le mette à son propre service mais aussi en commun avec les autres, non pas de façon condescendante et dominante, mais pour partager quelque chose avec les autres qui ressentent et espèrent la même chose. C'est possible, mais il ne faut pas renoncer. Voilà le sens de mon combat. En tout cas, si moi je suis un Européen convaincu, c'est aussi pour cela./.